OBSERVATEURS INTERNATIONAUX

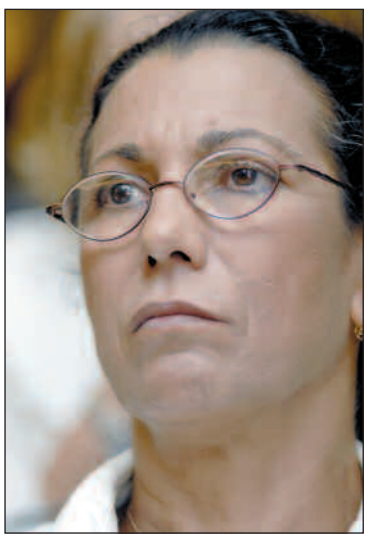
Benyounès s'en prend à Louisa Hanoune

La guerre des mots a bel et bien commencé entre Amara Benyounès et la patronne du PT, Louisa Hanoune.

Succédant à cette dernière sur le plateau de Tizi Forum de la Radio Tizi-Ouzou, le chef de file du Mouvement populaire algérien n'a pas mâché ses mots pour répondre à celle qui l'accusait à partir de la même place d'avoir été un chaud partisan du GMO américain, autrement dit de soutenir l'intervention étrangère en Algérie.

«C'est elle qui a toujours revendiqué une commission d'enquête étrangère sur les massacres de civils en Algérie», dira Benyounès à l'endroit de celle qui se fait, ironise-t-il, la championne de la défense de la souveraineté nationale et qui s'est distinguée par le passé par ses accointances avec les intégristes du FIS, elle qui a participé à la conférence de Sant'Egidio. «Tant mieux, si elle a évolué. Tout ce qu'elle est en train de faire et de dire maintenant est une manière de se racheter de ses errements passés.» «Ni Doha ni Paris», dixit A. Benyounès qui résume à travers cette petite phrase l'opposition de son parti à toute idée d'intervention étrangère en Algérie, reconnaissant, par ailleurs, que «des velléités d'intervention étrangère existent» et qu'elles peuvent profiter aux islamistes qui ne désespèrent pas de rééditer le scénario tunisien et égyptien, selon le leader du MPA. «Le printemps arabe est en passe de se transformer en hiver arabe», dira-t-il.

Tout en insistant sur la spécificité algérienne qui a une longue tradition dans le domaine des luttes démocratiques et de résistance sous le régime du parti unique et ensuite durant les années de lutte contre l'intégrisme et le terrorisme, Amara Benyounès ne cachera pas son refus ainsi que sa crainte quant aux effets pervers de l'élection d'une Assemblée nationale constituante. «Il y a un danger pour l'Algérie de sombrer dans la Charia», préviendra Benyounès qui a appelé à une participation massive et à la mobilisation de l'électorat démocratique pour faire barrage aux islamistes et pour préserver le caractère démocratique, républicain et moderniste de l'Etat algérien.



Photos : Samir Sid

La polémique enfle entre Benyounès et Hanoune.

Surfant lui aussi sur la vague du caractère stratégique et historique du rendez-vous électoral du 10 mai prochain, le fondateur du MPA dira en guise de mise en garde : «Il ne faut pas que la défaite militaire du terrorisme se transforme en victoire électorale et politique de l'islamisme.»

S'il ne rejette pas tout à fait le spectre de la fraude électorale, la participation et le rejet du boycott est la meilleure façon de la réduire, selon l'invité de la Radio de Tizi-Ouzou qui appellera à la constitution d'une coordination des partis politiques pour surveiller les urnes.

Tout en reconnaissant le caractère patriotique républicain au FLN au même titre que le RND, Benyounès conditionne son intégration à l'Alliance présidentielle telle que suggérée, il y a quelque temps par Ahmed Ouyahia, par le résultat des élections législatives.

Questionné au sujet des attaques récurrentes de la part de ses camarades du RCD, le président du MPA dit refuser de céder à l'invective. Et d'ajouter : «Mon problème est ailleurs, il n'est pas avec les partis de la mouvance démocratique.»

S. Aït-Mébarek

SMAÏL HAMDANI PARLE DES RÉFORMES POLITIQUES :

«Bouteflika a tenu ses promesses»

Tout va pour le mieux. Ancien chef du gouvernement (1998-1999), Smaïl Hamdani souscrit intégralement à la démarche du président Bouteflika et applaudit de manière appuyée aux réformes politiques que ce dernier a mises en branle.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Le président Bouteflika, qui multiple ses appels à la participation électorale, hanté par un spectre d'abstention bien réel, trouve chez Hamdani un franc appui. Ce dernier, aujourd'hui président de l'association des relations internationales, estime que le président Bouteflika a tenu sa promesse s'agissant des réformes politiques annoncées le 15 avril 2011.

C'est depuis les studios de la Radio algérienne internationale qu'il l'a affirmé hier samedi, invité qu'il a été de l'émission 100% politique. Smaïl Hamdani pense que les élections législatives du 10 mai prochain constituent l'épilogue aux réformes et revêtent également une importance certaine.

Pour lui, l'enjeu du scrutin législatif confine en la sauvegarde de la stabilité du pays dans la cohésion nationale ainsi qu'en la sécurité du pays. Logiquement, il plaide la participation. Aussi égratigne-t-il, au passage, l'Alliance verte, conçue par le MSP, Ennahda et El Islah, qui a exhibé la menace de retrait s'il est détecté une volonté de fraude électorale.

Smaïl Hamdani estime que, d'un point de vue de la légalité et de la loi, l'Alliance verte ou tout autre candidat n'a pas le droit de se retirer une fois la candidature engagée. Il ne cautionne pas cette attitude qui consiste à dire que «si je ne suis pas élu, c'est qu'il y a fraude».

Faisant siens les arguments redondants que le pouvoir a servis jusque-là pour évacuer les craintes d'une victoire électorale islamiste, Smaïl Hamdani soutient que «c'est difficile de dire si le courant islamiste sera vainqueur. On n'a pas les mêmes expériences que nos voisins. Les pronostics relèvent de la spéculation». S'il plaide, par ailleurs, pour un régime semi-présidentiel ou semi-parlementaire, Hamdani croit qu'il est mieux que ce soit Bouteflika qui élabore le texte de la prochaine Constitution et non la nouvelle Assemblée.

«Il n'est pas dit que la prochaine Assemblée sera une assemblée constituante. Le maître d'œuvre (Constitution, Ndlr) reste le président de la République et c'est mieux que ce soit ainsi.» Et pour souligner cette phase avec le discours officiel, Smaïl Hamdani affirme que «l'abstention n'a pas de sens, puisque ce n'est plus le parti unique».

S. A. I.

AHMED ARRAD, SECRÉTAIRE NATIONAL DE L'ONM :

«L'écriture de l'histoire dérange des gens qui sont toujours au pouvoir»

«Demander à la France de se repentir est une c... ! Il faudrait plutôt écrire l'histoire pour montrer aux jeunes Algériens et au monde entier ce que la France a fait pendant 132 ans de colonisation», suggère Ahmed Arrad, ancien cadre de la Fédération du FLN en France et, actuellement, secrétaire national à l'Organisation nationale des moudjahidine.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - Il était hier au cercle national des moudjahidine de square Port-Saïd à Alger pour donner une conférence sur le rôle de la VIIe Wilaya historique, plus communément connue sous le nom de Fédération du FLN en France et ce, dans le cadre de la «caravane de la mémoire» que dirige le ministère de la Jeunesse et du Sport en collaboration avec l'association Machaâl Echahid. M. Arrad n'a surtout pas aimé le côté folklorique de la caravane occultant les choses sérieuses, à savoir, inculquer l'histoire aux jeunes. «On ne peut faire le tour de la question en 20 minutes», dira-t-il.

Ahmed Arrad n'a donc pas eu le temps de tout dire, même ce qu'il a prévu pour cette conférence. Il assène en marge de la conférence : «L'écriture de l'histoire dérange bien de gens qui sont toujours au pouvoir. Il est temps de dépoussiérer les archives. Or, nous sommes dans la finitude des choses et bientôt il n'y aura personne pour témoigner.» Et de regretter : «J'ai lutté pour l'indépendance de ce pays mais je n'ai jamais eu ma liberté. Je n'ai pas lutté pour cette liberté. Je le regrette mais je le dis.»

En ce qui concerne le rôle de la Fédération du FLN en France pendant la Guerre d'Algérie, Ahmed Arrad a effleuré les plus importantes étapes du combat sur le territoire français. «Je dis bien guerre et pas une révolution. Je ne l'admets pas le mot révolution parce que ça ne colle qu'aux soulèvements au sein d'une même société pour changer un ordre établi alors que nous, nous avions un ennemi devant nous, que nous avons combattu et chassé de notre pays.»

Ahmed Arrad a souligné d'abord le sabotage orchestré par le MNA de Messali El Hadj, créé un mois après le déclenchement de la Guerre de Libération nationale, une guerre fratricide ayant coûté cher aux Algériens avant que l'immigration n'adhère au combat du FLN. Ensuite, le Congrès de la Soummam et le souffle qu'il a donné à la Fédération, passant désormais à l'offensive et la date décisive du 25 août 1958 où les commandos recrutés parmi les militants de l'immigration et formés par le FLN au Maroc ont exécuté les premières actions militaires sur le territoire français, contraignant l'état-major de l'armée française à réduire ses contingents affectés en Algérie pour protéger la métropole.

Etait également présente à cette conférence, Zohra Drif, combattante de la zone autonome d'Alger et actuellement membre du Conseil de la nation du tiers présidentiel. Elle dira : «Que la France se repentisse ou pas, l'histoire retiendra qu'elle a commis de graves génocides en Algérie de 1830 à 1962. Les recensements de la population en Algérie établis par les Français eux-mêmes le prouvent : nous étions 10 millions en 1830 et nous sommes devenus 2,5 millions 40 ans après.»

Il convient enfin de signaler que le coup d'envoi de cette caravane a été donné le 19 mars dernier, le principe est que des groupes de jeunes se rassemblent au chefs-lieux des six Wilayas historiques pour visiter les hauts lieux de la Révolution et autres musées et maisons des leaders de la Révolution. En plus du quota de l'émigration, ils seront 1 500 jeunes, précise Mme Zina Azzoug, sous-directrice, chargée du tourisme des jeunes au ministère de la Jeunesse et des Sports, à se rejoindre le 5 juillet à Alger pour les festivités programmées pour le cinquantenaire de l'indépendance.

L. H.